



Fonds de Consolidation de la Paix
République Centrafricaine



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: 1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2009

<p>Soumis par : Name: Chérif HASSANE Title: Programme Associate Organization: UNDP Contact information : cherif.hassane@undp.org Tel. +236.75502727</p>	<p>Pays et Domaine Prioritaire République Centrafricaine (projet sous la fenêtre d'urgence - IRF)</p>
<p>N° du Projet : PBF/EMER/2 MDTF Office Atlas N°: 00066697 Intitulé du Projet : Inclusive Political Dialogue</p>	<p>Organisation(s) UN participant(s): PNUD</p>
<p>Partenaires de mise en œuvre:</p> <ul style="list-style-type: none">• Partenaires nationaux : Ministère de la Communication, du Civisme, de la réconciliation Nationale et du Suivi du Dialogue,• Organisations internationales: BONUCA, AU, OIF, CEMAC, CE,	<p>Budget du Projet (FCP) : \$ 801,975</p>
<p>Durée du Projet (mois): initialement 18 mois, prolongé Date de transfert : 19 septembre 2007 Date d'achèvement :</p> <ul style="list-style-type: none">• <i>Originale</i> : décembre 2008• <i>Révision</i> : décembre 2010• <i>Révision budgétaire</i> : 200 000 USD <p>Révisions/Rallonges Budgétaires : <i>Indiquer les révisions et rallonges budgétaires, avec dates</i></p>	

RAPPORT NARRATIF ANNUEL

I. But

Le présent projet a pour but l'organisation d'un dialogue politique inclusif entre le Gouvernement de la République Centrafricaine, l'opposition armée et des représentants de la société civile afin de consolider la paix dans ce pays. L'objectif du projet est : i) d'appuyer les travaux préparatoires extensifs nécessaires à la facilitation des discussions franches et constructives entre toutes les parties ; ii) apporter une contribution au financement de la tenue du dialogue politique inclusif pour permettre aux parties de se réunir et d'arriver à des conclusions acceptables par tous afin de juguler la crise, améliorer la stabilité politique et assurer que la RCA soit en mesure d'organiser des élections démocratiques de manière pacifique en 2010.

Ce projet est exécuté par le PNUD-RCA selon la modalité d'exécution directe (DEX) avec l'assistance du Bureau de l'Organisation des Nations Unies en Centrafrique (BONUCA) notamment pour toutes les questions substantives.

II. Ressources

Ressources financières:

Le projet est principalement financé par le Fonds de Consolidation de la Paix pour un montant de 801,975 \$ US. Il est cofinancé par l'organisation de la Francophonie (OIF) pour un montant de 74,404.76 \$ US et par l'Union Africaine pour un montant de 126,616.66 \$ US.

Ressources humaines:

Le projet est mis en œuvre par le Bureau Pays du PNUD par le biais de son Unité Gouvernance et Prévention des Crises avec l'appui de son service des opérations et n'utilise pas de personnel de projet.

III. Arrangements de Mise en œuvre et de Suivi du Projet

Le projet est exécuté par le PNUD-RCA avec l'assistance du BONUCA selon la modalité DEX en raison du contexte particulier de la RCA (pays sortant de crise et faisant face à une faiblesse de capacités en matière de gestion en termes d'exécution nationale, de la nature des besoins nécessitant une réponse urgente et appropriée et la nécessité de renforcer les capacités. Le PNUD est par conséquent, l'entité responsable de la gestion et de l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.

Un Comité de pilotage (composé de représentant du Gouvernement, de BONUCA, du PNUD, de l'OIF et de l'Union Africaine) est chargé de définir les grandes lignes, les actions à mener, assurer le suivi-évaluation et faire procéder aux ajustements nécessaires en cas de besoin.

IV. Résultats

IV.1.- Rappel des résultats :

Les deux principaux résultats visés par le projet sont:

Résultat 1 : le contenu du dialogue politique est préparé, les parties prenantes sont mobilisées, informées et sensibilisées ;

Activité 1.1. Mise en place et appui au fonctionnement d'un comité préparatoire représentatif de tous les acteurs pour préparer le dialogue ;

Activité 1.2. Poursuite des contacts avec les groupes armés actifs sur le terrain ainsi qu'avec les leaders politiques vivant à l'étranger ;

Activité 1.3. Organisation d'une série de réunions au niveau des provinces avec les communautés locales.

Résultat 2 : Les conditions permettant la participation de toutes les parties au dialogue sont réunies.

Activité 2.1. Négociation et signature d'un accord de paix global entre toutes les groupes d'opposition armés et le gouvernement ;

Activité 2.3. Organisation du Dialogue Politique Inclusif (DPI).

IV.2. Réalisations durant la période:

Le Résultat 1 a été atteint avec la remise officielle du Rapport du Comité préparatoire du Dialogue Politique Inclusif (DPI) le 25 janvier 2008 au Président de la République par le Président du Comité préparatoire du DPI.

Ultérieurement, avec l'appui de la Communauté internationale notamment des facilitateurs (notamment le Gabon et le BONUCA), outre l'accord de paix séparé que le gouvernement a signé avec l'APRD, un accord de paix global a été signé le 21 juin 2008 entre le gouvernement et l'APRD, le FDPC avec ouverture aux autres groupes armés. Ledit accord a été plus tard signé par l'UFR le 20 décembre 2008 à l'occasion de la clôture des Assises du DPI.

Par ailleurs, sous l'égide du gouvernement du Gabon, la première réunion du Comité de suivi de l'Accord de Paix Global signé le 21 juin 2008 s'est tenue à Libreville le 15 septembre 2008. Des représentants du Gouvernement centrafricain, de l'opposition démocratique, de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR) et de l'Armée Populaire pour la Restauration de la Démocratie (APRD) y étaient présents. Cette rencontre a permis de faire un examen approfondi de la situation de l'évolution de la situation en RCA et des modalités d'application de l'Accord de Paix Global. Le troisième groupe d'opposition politico-militaire, le FDPC, n'était pas représenté. Cette

réunion a permis d'analyser les problèmes de violation du cessez-le-feu et de l'Accord de paix de Libreville et de débattre de la question controversée de l'amnistie générale. En effet, le projet de loi d'amnistie déposé par le Gouvernement à l'Assemblée Nationale le 1^{er} septembre a été rejeté par les 3 groupes d'opposition politico-militaires et par l'Union des Forces Vives de la Nation (UFVN-opposition démocratique). Par conséquent, il a été convenu que les députés reçoivent toutes les parties concernées (Gouvernement, partis de la majorité, partis d'opposition, groupes d'opposition politico-militaires, société civile, etc.) en audience séparément pour entendre leurs points de vue. Trois projets de lois d'amnistie ont été préparés suite à ce processus consultatif et adoptés par l'Assemblée Nationale le 29 septembre 2008.

Le Comité de suivi de l'Accord Global de paix a ensuite tenu au cours de l'année deux autres réunions (2^{ème} réunion le 24 octobre et la 3^{ème} les 19 et 20 novembre 2008). La 2^{ème} réunion a eu a examiner l'évolution de la situation politique depuis la 1^{ère} réunion ainsi que les réserves émises par l'APRD et l'UFVN sur la loi d'amnistie du 13 octobre 2008 portant amnistie générale des personnalités, des militaires, des éléments et responsables civils et rebelles. La 3^{ème} réunion quant à elle, s'est penchée sur l'évolution de la situation politique depuis la dernière réunion et sur les modalités de mise en œuvre du DDR. Ces différentes réunions du Comité de Suivi de Libreville et les multiples facilitations qui ont suivi, ont ouvert la voie à l'organisation du Dialogue Politique Inclusif. Ainsi, les Assises du DPI se sont déroulées du 05 au 20 décembre 2008 avec la participation de plus de 200 personnes du Gouvernement, des groupes politico-militaires, de la société civile, des facilitateurs et des partenaires internationaux, sous la présidence de l'ancien Président du Burundi (SEM. Pierre Buyoya, Ancien Président du Burundi).

V. Plan de travail futur

Ces assises ont débouché sur des recommandations importantes dont la mise en œuvre a commencé début 2009 avec la mise en place d'un Gouvernement de large ouverture (19 janvier 2009) et du Comité de Suivi des Recommandations du Dialogue Politique Inclusif (CSRDPPI) en février 2009, présidé par M. Henri Maïdou, Ministre d'Etat, Conseiller Personnel du Chef de l'Etat.

A partir de mars 2009, le CSRDPPI a tenue des sessions mensuelles d'évaluation des recommandations du DPI avec la publication de 2 rapports en juin et octobre 2009. Il a aussi facilité en juillet et août 2009 la mise en place d'un comité ad hoc chargé de la relecture du code électoral. D'où, la nécessité d'envisager la prolongation du projet jusqu'en fin 2010 et l'apport de ressources additionnelles.

VI. Indicateurs de performance

- n/a

VII. Abréviations et sigles

APRD	: Alliance populaire pour la restauration de la démocratie
CSRDP	: Comité de Suivi des recommandations du Dialogue Politique Inclusif
DDR	: Démobilisation, Désarmement et Réintégration
DPI	: Inclusive Political Dialogue
FDPC	: Front démocratique du peuple centrafricain
UNDP	: United Development Programme
BONUCA	: Bureau de l'Organisation des Nations Unies en Centrafrique
OIF	: Organisation Internationale de la Francophonie
AU	: African Union
DEX	: Direct Execution (Exécution directe)
UFVN	: Union des forces vives de la nation
IRF	: Immediate Response Facility